



# LES AMI.E.S DE LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE

## LETTRE TRIMESTRIELLE N°53



cc Nathalie Bedel

### EDITO

#### Les Ami.e.s de la Conf' et les pesticides

Question épineuse - mais qu'il nous faudra bien traiter (sans mauvais jeu de mots !) - les enjeux autour des pesticides sont multiples et occuperont probablement une place importante pendant la campagne des élections municipales.

Les pesticides de synthèse, fongicides, insecticides et autres herbicides comme le glyphosate, sont des substances chimiques utilisées en agriculture pour lutter contre les organismes nuisibles aux cultures. Leur développement est dû à un choix politique et économique, à un moment donné, lié à la monoculture, et imposé aux paysan.ne.s par l'agro-industrie via ses commerciaux, les écoles d'agriculture et les syndicats agricoles majoritaires, comme en France la FNSEA. Notre pays est le deuxième consommateur européen de pesticides : 68 000 tonnes en 2018, dont 90 % en agriculture. « L'usage des

pesticides, constate la Confédération paysanne le 25 janvier 2019, est le symptôme d'un modèle agricole fondé sur le libre-échange, entraînant une compétition acharnée sur les coûts et les prix et donc une grande difficulté pour les paysan.ne.s à obtenir un revenu juste et stable ».

Il a été maintes fois démontré que ces produits phytosanitaires sont dangereux pour les agriculteurs et les travailleurs qui les manipulent, mais aussi que les résidus dans les fruits, les légumes, les céréales, l'air, le sol et l'eau, sont nocifs pour la biodiversité en général et pour notre santé à moyen ou long terme. Avec souvent des effets CMR (cancérogènes, mutagènes, reprotoxiques), ou perturbateurs endocriniens.

Ces produits sont l'une des principales préoccupations des européen.ne.s en matière de risque alimentaire et de pollution. De plus en plus de mouvements populaires, y compris paysans, exigent l'interdiction de ces pesticides, mais les

dirigeant.e.s européen.ne.s, tout comme le gouvernement français, ne font rien, sinon continuer à soutenir l'agro-industrie.

Le 23 septembre les Ami.e.s de la Conf' se sont réunis à l'initiative de la Confédération paysanne avec d'autres organisations, dont le syndicat Solidaires, pour faire le point à ce sujet et agir ensemble. Après avoir reconnu les réalités ci-dessus, nous avons aussi constaté que la recherche et les pratiques agro-écologiques existantes pour lutter contre les ravageurs présents sur nos fermes confirment que nous n'avons pas besoin des pesticides chimiques. C'est ce que démontrent en Europe les 300 000 fermes biologiques. Cette évolution vers une agriculture paysanne sans pesticide nécessite cependant un accompagnement technique et économique individualisé de la part des pouvoirs publics, via une nouvelle P.A.C, pour aider les paysan.ne.s à ne plus les utiliser.

Par ailleurs, établir une distance de sécurité (10 m ?) entre les pulvérisations et les habitations peut limiter les risques d'intoxications aiguës mais n'y changera rien : c'est un leurre pour protéger la logique agro-industrielle face aux inquiétudes grandissantes de la population.

La réduction puis l'interdiction totale des pesticides font partie des revendications citoyennes que nous défendons depuis des années, et aujourd'hui au sein de la « Plateforme pour une autre P.A.C » avec une quarantaine d'autres organisations, et dans notre campagne « Décidons de notre alimentation ! ».

Il est temps d'ouvrir, tous et toutes ensemble, de nouveaux horizons ! Nous voulons des coquelicots et des paysan.ne.s !

**Le bureau des Ami.e.s de la  
Confédération paysanne**

# LES AMI.E.S DE LA CONF' AU SALON VERTS DE TERRE DANS LA LOIRE

Le 8 septembre 2019 a eu lieu au Puits Couriot à Saint Etienne le premier Salon de l'agriculture paysanne du département. Cet événement est le fruit d'un travail entamé depuis plusieurs années par différents acteurs du territoire qui œuvrent à la promotion et à la préservation de l'agriculture paysanne au quotidien, comme le font les AMAPs (Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne) et la Confédération paysanne.

Au menu de cette belle journée : atelier culinaire pour les enfants, débats, mini-ferme, marché paysan de producteurs de la Loire, stands associatifs... De quoi régaler les yeux, les oreilles et bien sûr les papilles !!

Cet événement a brillé par les messages hyper positifs qu'il a pu diffuser :

- oui ! Il y a des solutions !  
- oui ! Les citoyens et citoyennes, les acteurs locaux, la Confédération paysanne ont des propositions concrètes, réalistes et réalisables pour que l'agriculture de demain soit une source de revenus pour les

paysan.ne.s et pour que l'alimentation de chacun.e soit de qualité, accessible géographiquement et à des prix abordables ;

- oui ! Les femmes ont leur place dans la production de l'alimentation comme a pu le démontrer le débat autour de cette question ;

- oui ! Nous avons toutes et tous le droit d'exiger que nos politiques publiques œuvrent en faveur de l'agriculture de proximité et de qualité.

Cette journée a été rythmée par des conférences variées avec des intervenant.e.s comme Michel Berho-coirigoin, fondateur de la chambre alternative d'agriculture du Pays basque, qui a pu transmettre le message suivant : *"On a les moyens de faire changer la situation par des décisions politiques, en sortant de la pression des lobbies."* Pour lui, le collectif donne du sens, et permet d'avoir une force de frappe bien plus pertinente et efficace et de ne plus subir mais de faire la politique de demain .

Laurent Pinatel, ancien porte-parole national de la Confédération paysanne, quant à lui, a transmis le message suivant : *"la transition alimentaire est à notre portée"*. Pour lui tout est en place pour que dans certains bassins de vie, l'alimentation de proximité et

de qualité soit la règle et non plus l'exception.

S'informer, échanger, découvrir et peut-être pour certain.e.s s'engager, pour que l'alimentation soit notre affaire à toutes et tous !

Voilà une belle initiative, une belle réussite, nous souhaitons plein de futurs projets à ce collectif qui a su démontrer qu'ensemble on peut innover et porter un message fort ! ■

**Violette Auberger,**  
administratrice des Ami.e.s de la Conf'



## CAMPAGNE DÉCIDONS DE NOTRE ALIMENTATION ! CAP SUR LES MUNICIPALES !



Dans le cadre de la campagne « Décidons de notre alimentation ! » et parce que les élections municipales approchent, les Ami.e.s de la Conf' mettent à disposition un Kit de mobilisation, afin d'y voir un peu plus clair dans le fonctionnement des politiques alimentaires... et d'avoir des pistes d'actions !

Le tout en trois points :

- Comprendre.
- Agir près de chez soi.
- Faire bouger les politiques publiques.

A découvrir en cliquant sur l'image ou en sur ce lien pour la version papier : [http://lesamisdelaconf.org/wp-content/uploads/A4-LACP-Kit-de-mobilisation\\_compressed.pdf](http://lesamisdelaconf.org/wp-content/uploads/A4-LACP-Kit-de-mobilisation_compressed.pdf)

**Faites passer le message ! Et n'hésitez pas à nous contacter si vous voulez que nous vous en envoyions quelques exemplaires pour diffuser autour de vous !**

# POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE : «SERVIR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL PLUTÔT QUE L'AGROBUSINESS»

« Utilisons les milliards d'€ de la PAC pour une transition effective de l'agriculture européenne. En 10 ans, nous pouvons accompagner tous les producteurs vers l'agroécologie paysanne, notamment via l'agriculture biologique ! »

Paysans, citoyens, le 22/10 rejoignez-nous devant le Parlement européen de Strasbourg pour demander que la prochaine PAC serve l'intérêt général et non l'agro-business !

Tribune de la Plateforme Pour une autre PAC, dans laquelle les Ami.e.s de la Conf', aux côtés des 37 organisations membres appellent à se mobiliser largement le 22 octobre à Strasbourg.



Publiée dans le Parisien - Aujourd'hui en France le 29 septembre 2019

Mardi prochain, le candidat à la fonction de commissaire européen à l'agriculture, Janusz Wojciechowski, sera auditionné par les eurodéputés, qui devront juger de son adéquation au poste. Qui est-il ?

D'un côté, à la Cour des comptes européenne, il a soutenu des positions audacieuses sur le bien-être animal, les petites fermes, et dénoncé le manque d'ambition écologique des propositions de la Commission pour la réforme de la politique agricole commune (PAC). D'un autre côté, il émane d'une famille politique à l'ambition environnementale minime et hostile à un cadre européen fort. Les eurodéputés obtiendront-ils de lui assez de garanties pour lui accorder leur confiance ?

Par ailleurs, Frans Timmermans, probable vice-président de la Commission chargé de la stratégie verte de l'UE, devrait poser les fondements d'une politique alimentaire intégrée, « de la fourche à

la fourchette ». Cela permettrait une convergence cohérente entre agriculture, santé, environnement, bien-être animal et développement. Une perspective dans laquelle la réforme de la PAC doit s'inscrire.

Enfin, Phil Hogan, ancien commissaire à l'agriculture, chantre du libre-échange et de la dérégulation, passerait au commerce, ce qui est inquiétant pour la souveraineté alimentaire globale. En résumé, ces choix augurent d'un difficile exercice d'équilibre pour la nouvelle Commission si elle veut se montrer à la hauteur de l'enjeu vital auquel nous faisons face !

Aujourd'hui en Europe, les campagnes sont dans l'impasse du modèle productiviste. Au lieu d'être nourricière, l'agriculture est majoritairement organisée comme une industrie : productions uniformisées niant la diversité des territoires, concurrence internationale exacerbée, chimie de synthèse et mécanisation systématisées, négation de la sensibilité et des besoins des animaux, obsession quantitative et non qualitative... Les feux de cet été en Amazonie, liés notamment à nos importations de soja, ont rappelé les conséquences écologiques folles de cette course au moindre coût économique.

Ce faisant, l'agriculture industrielle a significativement appauvri les savoir-faire locaux des paysans, ignoré le bien-être animal, dégradé la biodiversité, altéré la fertilité du sol et contribué à la crise climatique. Le modèle productiviste a un temps fait illusion mais aujourd'hui les rendements et les revenus des paysans sont à la baisse. L'impasse est totale : environnementale, sociale, sanitaire, culturelle et éthique. En soutenant ce modèle, la PAC nous

mène à l'échec. Aujourd'hui, elle incite les agriculteurs à produire plus, sur des surfaces toujours plus grandes, pour une rentabilité toujours plus faible : nombre d'entre eux ne s'y retrouvent plus et ne s'en sortent pas.

En parallèle, soutenant des "fleurons" de l'agroalimentaire avec l'argent public, la PAC contribue aux prix artificiellement bas de nos exportations dans les pays du Sud dont elle sape l'agriculture vivrière, tout en ralentissant l'essor d'alternatives justes, saines et durables chez nous. La PAC est en cours de réforme. Celle-ci doit être radicale pour sortir de l'impasse !

Pour une autre PAC propose d'utiliser les milliards d'euros de la PAC pour une transition effective de l'agriculture européenne. En moins de dix ans, nous pouvons accompagner tous les producteurs vers l'agroécologie paysanne, notamment via l'agriculture biologique. C'est possible et indispensable ! Cela rétablira aussi la confiance entre paysans et consommateurs.

L'avenir de notre agriculture et de notre alimentation est entre les mains de nos dirigeants européens. C'est pourquoi, le mardi 22 octobre 2019, avec nos partenaires allemands, nous organisons devant le Parlement européen de Strasbourg un rassemblement de paysans et citoyens venus de toute l'Europe. Exigeons que la prochaine PAC soit enfin juste, saine et durable, pour servir l'intérêt général et non celui de l'agro-business. Rejoignez-nous !

Tribune : <http://www.leparisien.fr/politique/politique-agricole-commune-servir-l-interet-general-plutot-que-l-agrobusiness-29-09-2019-8162262.php> ■

# UN FILM À VOIR : "AU NOM DE LA TERRE"

C'était le 29 août dernier, nous nous sommes retrouvés avec des membres de la Conf' de l'Aude et quelques Ami.e.s, au cinéma de Carcassonne. De quoi occuper une rangée complète pour assister en avant-première à la projection du film « Au nom de la Terre », en présence du réalisateur Édouard Bergeon qui nous dira quelques mots sur sa motivation et l'engagement des acteurs, dont Guillaume Canet en particulier.



C'est l'histoire d'un jeune paysan qui reprend avec son épouse la ferme de son père avec des projets de développement adaptés selon lui à l'évolution des politiques agricoles. Vingt ans après, pris dans la spirale de l'endettement et subissant les logiques économiques des grandes coopératives, il n'arrive plus à s'en sortir, il s'épuise et sombre malgré le soutien de sa femme et de ses enfants.

Construit comme une saga familiale, et d'après la propre histoire du réalisateur, le film porte un regard humain sur l'évolution du monde agricole de ces 40 dernières années.

De mon point de vue de non paysan, c'est un film intimiste, plein d'humanité, qui témoigne de la spirale de l'endettement et de la détresse des paysan.nes face à l'évolution du monde agricole dans une économie néolibérale. Cette réalisation trouve pleinement sa place aux côtés d'autres excellents films sur la condition paysanne aujourd'hui comme « Petit Paysan » ou « Sans Adieu », sortis tous les deux en 2018, avec des regards singuliers et différents.

Qui pourrait parler mieux de ce film que des bénévoles de Solidarité Paysans présents à cette projection ? Avec leur accord, j'ai recueilli leurs avis, en voici une rapide synthèse.

## Le film montre bien :

- l'engrenage du système dominant et la spirale de l'endettement dans lequel le paysan est pris.

- les liens de dépendance avec les coopératives au travers de l'exemple donné de l'élevage de volailles.

C'est le paysan qui s'endette pour le bâtiment et l'installation. La nourriture des animaux lui est vendue par la coopérative. Il n'est pas maître des prix du marché et il est dépendant des aléas climatiques comme du bon fonctionnement des machines.

- Le poids de la culpabilité du paysan dans les rapports générationnels : que ce soit dans la relation père (Rufus) - fils (Guillaume Canet) : « je n'y arrive pas alors que mon père a réussi... », ou quand il dit à son propre fils « tu ne reprendras pas les « grands bois », c'est fini ! »

- Le rôle et la place difficile de la femme de ce paysan qui assume une

multitude de tâches, familiales, économiques, soutien sans faille... elle aussi dans sa solitude !

« Ces systèmes intégrés sont de véritables pièges à paysans ! car le paysan perd son identité pour un statut de travailleur sous-traitant qui assume tous les risques. Dans l'Ouest, la Conf' de Bretagne s'est beaucoup battue contre ce système. L'exemple local audois, est la coopérative céréalière Arterris ».

En conclusion, c'est un film grand public, tout en sensibilité malgré la dureté du sujet. Il est incontestablement esthétique et la mise en scène est remarquable.

Le jeu des acteurs est juste et reflètent bien la réalité en témoignant des situations rencontrées dans le cadre des accompagnements de Solidarité Paysans.

À la marge, on peut toutefois regretter le manque de décryptage de la pression bancaire comme de la

politique agricole européenne ; le réalisateur a souhaité mettre l'accent sur la souffrance et la détresse humaines.

Merci à Mélanie, Murielle, Elsa, Patrick, tous membres de la Conf' de l'Aude et bénévoles à Solidarité Paysans de l'Aude et des Pyrénées Orientales (S.P. 11-66), d'avoir répondu avec conviction à mes questions sur le film en lien avec leurs actions d'accompagnement de nombreux paysan.nes en détresse.

Le film est sorti en salle le 25 septembre. Le dimanche 29, sur chacune des places, un euro a été reversé à l'association Solidarité paysans. ■

**Maurice Coquin, Administrateur des Ami.e.s de la Confédération paysanne et membre du groupe local des Ami.e.s de la Conf' de l'Aude**

# SOLIDARITÉ PAYSANS: UNE ASSOCIATION DE DÉFENSE ET DE SOUTIEN AUX CÔTÉS DES AGRICULTEURS EN DIFFICULTÉ.



**Le film « Au nom de la Terre » d'Edouard Bergeon donne à voir au grand public la dramatique question du suicide des agriculteurs.**

C'est en suivant l'histoire d'un homme pris dans l'engrenage violent du surendettement et de la surcharge de travail, que le public réalise le sentiment d'abandon qui traverse les agriculteurs en souffrance.

A la question, comment s'opposer ? Guillaume Canet et toute l'équipe du film répondent en rappelant l'importance des pratiques solidaires et collectives.

## Solidarité Paysans

L'action de Solidarité Paysans a été mise en avant pour l'engagement de ses 1000 bénévoles et 80 salarié.e.s au service des agriculteurs en difficulté en France.

Solidarité Paysans est une association de soutien et de défense des agriculteurs en difficulté.

Sur la base de la confidentialité, l'association propose d'accompagner toutes les familles d'agriculteurs qui en font la demande par l'intervention d'un binôme bénévole-salarié.

A partir d'une approche globale des difficultés et d'un travail en réseau, Solidarité Paysans œuvre pour que l'agriculteur puisse se poser et se projeter dans un avenir plus serein.

Cette intervention a pour objectif de montrer aux agriculteurs rencontrant

des difficultés qu'il existe des soutiens pour ne pas rester seul et retrouver la maîtrise de son exploitation.

En Bretagne, l'association Solidarité Paysans a accompagné 350 familles en 2018 (dont 160 qui faisaient appel à l'association pour la première fois).

Au-delà de l'accompagnement individuel, l'association a aussi pour objectif de faire progresser les droits des agriculteurs confrontés à des difficultés, et de dénoncer les violences et injustices subies.

Retrouvez plus d'informations sur le réseau national et les associations locales en allant sur le site : <http://solidaritepaysans.org> ■

**Benoît, des Ami.e.s de la Conf' 56 et Clara, salariée Solidarité Paysans Bretagne**

**Et pour dépasser les idées reçues et mieux comprendre ce que vivent les agriculteurs, consultez la brochure "Difficultés en agriculture, parlons-en!"**

>> <https://solidaritepaysans.org/zoom-sur/les-difficultes-en-agriculture-parlons-en>





Femelle de busard Saint-Martin juvénile

**« Il est possible que la chute des effectifs d'oiseaux en milieu agricole soit liée à la baisse du nombre d'agriculteurs et agricultrices, avec l'intensification des pratiques agricoles et l'agrandissement des fermes. »**

Le constat est fait par Sabine, chef de service à la LPO Auvergne Rhône-Alpes, qui travaille sur les questions agricoles. Le samedi 21 septembre, une dizaine de personnes s'est réunie pour le lancement d'un groupe régional « Agriculture et Biodiversité ». Des échanges de pratiques et partages d'expériences ont été au programme pour concevoir des actions communes.

## **Pourquoi s'intéresser aux liens entre l'agriculture et la biodiversité ?**

« Parce que nous aimons la biodiversité, qu'elle est en déclin, et qu'il y a des liens déjà existants avec le monde agricole autour de sa préservation. Ca a commencé avec les mesures agro-environnementales et Natura 2000, et cela prend un tournant avec une implication citoyenne ».

Le questionnement est de plus en plus présent à la Ligue pour la Protection des Oiseaux où plusieurs dynamiques fleurissent. D'un côté, il y a le programme « Des Terres et des Ailes » en partenariat avec l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), et de

l'autre, le mouvement « Paysans de Nature » lancé par les LPO Vendée et Pays de la Loire, et au milieu, tout un tas d'initiatives locales.

## **Des Terres et des Ailes**

Des Terres et des Ailes permet aux agriculteurs-trices de faire des premiers pas en préservation de l'environnement : pose de nichoirs, conservation des ronces par exemple, et de les valoriser.

« Il faut voir ça comme un premier pas qui permet de toucher une corde sensible, aux agriculteurs de se sensibiliser entre pairs, et le partenariat avec la chambre nous rend légitime » estime Marie, chargée de mission agriculture à la LPO Isère qui a fait le déplacement avec un groupe de bénévoles.

## **Paysans de nature**

Paysans de Nature est une initiative, un mouvement né en Vendée, qui a pris son ampleur en Pays de la Loire et qui essaime désormais sur tout le territoire. Sa charte s'adresse à des paysan-ne-s fortement impliqué-e-s en faveur de la biodiversité, qui pensent leurs pratiques avec et pour elles, et qui compte dans ses rangs beaucoup de naturalistes reconvertis-e-s paysan-ne-s.

Noémie, chargée d'études à la LPO Rhône, est très inspirée par la dynamique de Paysans de Nature. Elle anime dans le département un petit groupe de bénévoles qui vont réaliser des inventaires naturalistes sur des fermes à la demande d'agriculteurs-agricultrices volontaires pour en savoir plus sur la biodiversité dans leurs champs et les manières de la préserver.

« Cela donne souvent lieu à des chantiers bénévoles, comme pour creuser des mares, qui ont beaucoup de succès, ou des tenues de stands d'info lors de manifestations agricoles ».

La réunion commence sur les tables en bois des Clarines, ferme bio des Monts du Lyonnais en élevage bovin.

Marc et Marie-Claire Ollagnier, qui élèvent 70 vaches dans les prés environs, travaillent déjà avec la LPO Rhône à la préservation du busard cendré, un rapace menacé qui niche dans les friches et les champs agricoles.

Ce n'est donc pas un hasard si la réunion se tient là. La ferme est bien connue des naturalistes du coin et a déjà accueilli des chantiers de volontaires en faveur de la biodiversité, dans une ambiance très conviviale.

Pas de hasard non plus dans la date de la réunion : le samedi matin, c'est le jour du marché bio. Cela permet un échange entre membres de la LPO et paysans et paysannes. Catherine et Marie, de l'Isère discutent avec Nathalie, productrice de fromage de chèvre bio. Si elle dit « *ne pas s'y connaître en oiseaux* », elle est sensibilisée à la biodiversité et a installé des nichoirs à insectes dans sa ferme.

Quand on l'interroge sur ses attentes vis à vis des naturalistes dans leurs actions envers la biodiversité, Laurence, éleveuse dans les Monts du Lyonnais, imagine bien des chantiers de volontaires chez elle, comme des installations de haies ou des mares à creuser. « *Ou des interventions dans des écoles agricoles : les naturalistes seraient plus crédibles que les chasseurs à ce sujet...* ».

Jean-Pierre, administrateur à la LPO Haute-Savoie, dont il est référent agricole, écoute avec attention. « *Chez nous la thématique est moins facile, on a beaucoup de mal à communiquer avec la Chambre d'Agriculture des Pays de Savoie. Des agriculteurs me disent qu'ils comprennent que les pies-grièches sont en danger, mais disent que les ronces, leur habitat favori, c'est chiant. Le contact passe mieux avec la Confédération paysanne, on a d'ailleurs fait un chantier débroussaillage et creusement de mare à la demande d'une paysanne confédérée productrice de reblochon, dans une super ambiance !* »

## Y aurait-il besoin de mettre plus l'accent sur ce que la biodiversité apporte de positif à l'agriculture ?

Sylvie, une bénévole de l'Allier, constate que beaucoup d'agriculteurs dans son secteur sollicitent la LPO pour savoir comment se passer de pesticides.

Jean-Pierre remarque lui que le renard a meilleur presse quand son rôle de régulation des campagnols est reconnu.

Quant à Marie, qui travaille en très bonne entente avec de nombreux acteurs du monde agricole, elle en est convaincue : des personnes qui savent que leur action envers la biodiversité aura des effets positifs pour eux aussi, seront volontaires.

Sabine et Noémie détaillent un plan d'action discuté et amendé par les participant-e-s à la réunion : se rapprocher du monde agricole est une idée qui fait l'unanimité, et l'entrée par des actions conjointes avec la plateforme *Pour une Autre PAC*, dont la LPO est membre, semble pertinente. Une phrase de Nicolas Meyrieux dans la vidéo de *Pour une Autre PAC* retient l'attention « *si tu veux être utile à la société, deviens paysan* ». Alors pourquoi pas paysan naturaliste ?

Soutenir les paysan-ne-s qui ont des pratiques vertueuses en achetant leurs produits lors de buffets se fait aussi, pour lier l'utile à l'agréable.

Lors d'un colloque sur les busards, Alexandre, jeune paysan brasseur récemment installé à la ferme voisine des Clarines, a présenté ses bières portant le nom dudit rapace et les actions qu'il fait dans sa ferme pour les préserver. Convaincu de la nécessité de préserver la biodiversité, Alexandre est d'ailleurs en conversion



vers l'agriculture biologique.

« *La surface agricole utile en Auvergne Rhône-Alpes, c'est 45% de la surface de la région, et comparé à d'autres régions, nous sommes plus épargné-e-s par les pesticides. Nous avons aussi plus de 200 types de milieux naturels différents recensés rien que dans les espaces Natura 2000* » explique Sabine dans sa présentation. Un atout à mettre en avant pour des actions conjointes entre naturalistes et paysan-ne-s.

S'en suit une cartographie des salarié-e-s LPO des délégations territoriales qui travaillent sur l'agriculture. En Ardèche, une placette d'équarrissage pour nourrir les vautours a connu un franc succès auprès des paysans du secteur. Dans la Drôme, un ancien chargé de mission LPO a fini par s'installer paysan....

La conclusion de la réunion, c'est de travailler plus en lien avec le monde agricole. Soutenir l'installation de paysan-ne-s, soutenir les pratiques vertueuses, interpeller les pouvoirs publics sur ce thème, faire des

chantiers nature, tenir des stands, sensibiliser du monde à cette thématique. Les idées ne manquent pas.

Pendant le repas partagé, Mathias, un jeune bénévole, a le sourire en dégustant les fromages de chèvre de Nathalie avec une bière d'Alexandre : « *J'ai conscience que mon alimentation actuelle, en ville en plus, n'est pas bonne, c'est ce qui m'a amené à m'intéresser à l'agriculture et ses pratiques. Alors si des paysan-ne-s peuvent faire de bons produits en préservant la biodiversité, c'est super, et ça m'a déjà motivé à venir faire des chantiers biodiversité dans des fermes* ».

Alors, si nous Ami-e-s de la Conf', voulons décider de notre alimentation, nous pouvons aussi décider de soutenir les paysan-ne-s et la biodiversité dans nos actions ! ■

**Andréa Blanchin**  
**Administratrice des Ami.e.s de la Conf'**

# DE L'IMPORTANCE DU RÉFÉRENDUM D'INITIATIVE PARTAGÉE (R.I.P) CONTRE LA PRIVATISATION DES AÉROPORTS DE PARIS.

Introduite dans la réforme constitutionnelle de 2008, cette procédure a été activée le 9 avril 2019, quand 248 parlementaires ont déposé une proposition de loi afin que le groupe ADP soit considéré comme un service public.



**Si l'étape de la collecte des signatures est atteinte avant le 12 mars 2020, le Sénat ou l'Assemblée nationale devront alors étudier dans les six mois la proposition de loi visant à conférer le statut de service public aux Aéroports de Paris. Un référendum devra ensuite être organisé.**

Au 25 septembre nous sommes à 780 000 signatures. Incontestablement ce référendum souffre d'un manque de communication et de médiatisation. La réforme constitutionnelle de 2008 ne mentionne en effet aucune campagne audiovisuelle officielle.

Arrêt sur images et Le Média ont pointé la très faible médiatisation de la pétition pour ce référendum sur la privatisation d'Aéroports de Paris, notamment en comparaison du grand débat lancé par Emmanuel Macron. Ainsi, dans les 30 jours suivant leurs démarrages respectifs, la presse a consacré 13 000 articles au grand débat, contre 500 à ADP.

Sans surprise, sur la base des données recueillies sur le site du ministère de l'Intérieur, des sociologues ont analysé le profil des premiers votants.

**« Il faut être bien informé pour pouvoir voter ! »**

L'État joue « la montre » : les communes viennent juste de recevoir des lettres préfectorales les incitant à mettre en place des dispositifs pour faciliter le vote.

**Jamais une pétition nationale n'a eu autant d'importance : les 4,7 millions de signatures entraineront la mise en place d'un référendum dont l'issue pourrait stopper le projet de privatisation !**

La démarche de RIP qui est engagée concernant ADP revêt un caractère particulier, une dimension historique.

Les enjeux sont multiples et doivent mobiliser au-delà des luttes partisans ou de paradigmes différents. Le développement de l'aviation pose problème pour des raisons environnementales comme de nécessaire décroissance. Nous ne pouvons laisser nos aéroports à des actionnaires privés si nous voulons agir sur une utilisation raisonnée de ce mode de transport.

Nous sommes d'abord citoyens du Monde, nous ne pouvons laisser gérer nos frontières, et les aéroports de Paris en sont bien une, à des entreprises privées. Ce serait un contre sens sous l'angle des libertés de circulation, de l'immigration et de la gratuité des services publics.

Cette bataille est symbolique car elle met en lumière la destruction des services publics dans le cadre de la politique libérale menée par l'actuel gouvernement.

**Ne nous y trompons pas !  
Tout se tient : une grande partie des problèmes actuels sont liés à la privatisation : l'eau, les transports, l'artificialisation des terres, l'énergie, le productivisme à outrance avec son impact sur les ressources naturelles, comme sur l'industrie agroalimentaire.**

Quant aux conséquences des privatisations, la Confédération paysanne de l'Aude n'a pas été dupe lors de son action de septembre pour

empêcher la fermeture de l'abattoir de Quillan.

Pour pallier à l'absence de communication de l'État sur le Référendum d'Initiative Partagée contre la privatisation des Aéroports de Paris, mobilisons nos partenaires associatifs, syndicaux, nos réseaux, nos ami.e.s, nos familles.

Les Ami.e.s de la Confédération paysanne ont un rôle important à jouer: la préparation des élections municipales nous offre une opportunité qu'il faut saisir.

La communication sur le référendum peut bénéficier des rencontres que nous aurons dans le cadre de la campagne sur l'alimentation ! ■

**Maurice Coquin,**

**Administrateur des Ami.e.s de la Conf'**

**Pour voter :**

<https://www.referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1>

**Pour suivre le compteur des votes :**

<https://rip-le-compteur.dav.li/historique>





# MANIFESTATION À PONTIVY CONTRE UN PROJET DE POULAILLER GÉANT



**Il est 11h ce dimanche 15 septembre et sous un chaud soleil de fin d'été « La Plaine », la place centrale de Pontivy, se remplit peu à peu...  
Nous y serons bientôt près de 500, paysan.ne.s et citoyen.ne.s réuni.e.s.**

Le rassemblement est organisé par la Confédération paysanne du Morbihan, mais 40 organisations (associations et partis) ont relayé l'appel.

Jean-Marc Thomas, membre de la Conf' Bretagne et du Comité National, fait le point sur les enjeux. Il sera suivi de nombreux intervenants dont Fabrice Nicolino (Nous voulons des coquelicots) venu apporter son soutien.

Il s'agit d'interpeller la population et les élu.e.s sur des projets qui ne correspondent pas aux enjeux du XXIème siècle, à travers deux thèmes principaux :

## **Le refus des fermes usines**

A Langoëlan, en Centre Bretagne, un élevage de 120.000 poulets est en effet prévu, en extension d'un poulailler existant de 4500 bêtes... Il ne créera aucun emploi supplémentaire, mais les rotations de camions pour l'alimentation, le rejet des déjections nuiront gravement à l'environnement !

Il est incompréhensible qu'en 2019, un projet agricole puisse se concevoir sans aucun lien au sol, aucune autonomie alimentaire, l'expédition le plus loin possible des déjections. Les aviculteurs seront pieds et poings liés à Sanders Bretagne qui leur fournira poussins, aliments, médicaments et enfin... la rémunération fixée unilatéralement par contrat !

L'élevage breton doit rompre absolument avec les importations de soja ou de maïs d'Amérique du Sud. Le ministre de l'Agriculture lui-même a reconnu cette semaine dans la France Agricole « *qu'il fallait arrêter les importations de soja car elles coûtent cher et on ne sait pas ce qu'il y a dedans* ». Si le ministre ne le sait pas, comment les porteurs de projets peuvent-ils garantir un soja sans OGM et issu de zones de non-déforestation ?

La déforestation au Brésil est un crime qui peut être qualifié juridiquement d'écocide parce qu'elle nuit gravement à un écosystème vital pour l'humanité toute entière !

## **Le bétonnage des terres agricoles**

Le PLUi (Plan Local d'Urbanisme intercommunal) de Pontivy prévoit de bétonner 330 ha de terres agricoles ! L'un des projets emblématiques contesté est celui de la création d'un circuit automobile de 35ha, sur la petite commune de Séglien.

Il est synonyme de voracité sur le plan de l'énergie alors que l'urgence climatique devrait nous amener à faire des choix clairs en faveur de l'agriculture et de l'alimentation !

## **Les Ami.e.s de la Conf' 56 sont bien sûr présents pour porter leurs revendications :**

*"Nous on n'est pas des paysans, mais on est complètement en accord*

*avec le projet de société et d'agriculture paysanne qui est défendu par la Conf' et on la soutient dans les combats qu'elle mène."*

**Nous non plus on ne veut pas de fermes usines, on veut des paysans nombreux qui vivent correctement de leur travail !**

Des paysans nombreux qui protègent la biodiversité, qui sont soucieux du bien-être animal et élèvent leurs animaux de manière respectueuse tout au long de leur vie !

Des paysans nombreux pour que nos territoires restent dynamiques et animés, des campagnes où il fait bon vivre !

**Notre campagne s'intitule « Décidons de notre alimentation » ! Nous voulons interpeller entre autres les candidats aux futures élections municipales.**

**Nous non plus on ne veut pas du bétonnage des terres agricoles !**

On veut que se reconstituent autour des villes des ceintures maraîchères et d'élevage qui permettent de produire une alimentation locale et de qualité pour approvisionner les citoyens et la restauration collective !

**Et puis, comme le sujet est d'actualité : on veut des coquelicots et ne plus pisser de glyphosate !**

5, 10 ou 50m des lieux habités, ce n'est pas vraiment le problème, ce qu'on veut c'est la fin des pesticides qui ruinent notre santé, mais aussi un accompagnement de l'Etat pour aider les paysans et paysannes à mettre en place des alternatives efficaces !

Après un pique nique tardif, l'après midi s'est poursuivi par un temps de convergence des organisations présentes pour envisager des actions communes. Une journée revendicative bien remplie ! ■

**Les Ami.e.s de la Conf' 56**

Jean-François, tu es paysan de la mer, mytiliculteur sur l'île d'Oléron et Secrétaire national de la Confédération Paysanne.



**Tu étais présent au G7 à Biarritz cet été. Peux-tu nous faire un retour sur cet événement ?**

On découvre le Pays Basque très vert en plein cœur de l'été, comparé au reste du territoire touché par la sécheresse ! La première chose qui m'a surpris en arrivant, c'est la présence policière dès Bordeaux, dans les airs, en mer et au sol... L'ambiance était, par contre, très conviviale. J'ai rencontré énormément de monde. Nous avons eu beaucoup de déplacements entre le Pays Basque Nord et le Pays Basque Sud.

**Peux-tu nous parler de la table ronde à laquelle tu as participé, et de celle avec Nicolas Girod ?**

C'était sur l'agroécologie face aux crises sociale, environnementale et alimentaire, avec le CCFD Terre Solidaire, un représentant d'Afrique du Sud, une militante Basque du Sud membre de la Via Campesina et Agrobio Landes. La salle était pleine, avec un bon public très participatif.

L'occasion de rappeler nos fondamentaux, de dénoncer les pièges du vocabulaire employé autour de la transition agricole et des bonnes pratiques. Nous avons mis l'accent sur le lien nécessaire entre société et agriculture et abordé notre réflexion sur la notion de « sécurité sociale alimentaire », les enjeux ruraux, et la

ressource en eau dans l'alimentation, extrêmement concernée par le changement climatique.

Nicolas a participé à une conférence sur la souveraineté alimentaire face au néo-libéralisme et au productivisme, avec Attac, le CCFD Terre Solidaire et ELB (le syndicat Paysan Basque). Ont été abordés les leviers et les freins à la souveraineté alimentaire, comment redonner du revenu et du sens à notre métier de paysan, ainsi que la nécessité de convergence des luttes pour faire bouger les politiques agricoles et commerciales.

**Question mobilisation Conf' et Ami-e-s de la Conf, il y avait du monde ?**

De la Conf' nous étions nombreux et nombreuses. Il y a eu une belle action vendredi devant un site Monsanto de tri des semences avec d'autres associations : ELB, Les Amis de la Terre, Attac etc... La Conf' représentait la moitié des troupes.

Nous avons bloqué les accès au site et installé symboliquement un jardin éphémère avec des plants et des légumes pour dénoncer cette multinationale des semences et de la chimie qui asservit les paysan-ne-s, et ce avec la bénédiction des pouvoirs publics... Beaucoup de paysan-ne-s de la Commission internationale (en lien avec la Via Campesina) étaient présent-e-s.

La veille, nous avons eu une réunion interne du "groupe jeunes" qui étaient une bonne quinzaine, ça bouge ! Ce fut l'occasion de faire le point avec eux sur le calendrier à venir en terme de dynamique syndicale. J'ai croisé des gens des Ami-e-s de la Conf', double casquette « Terre de Liens » aussi !

**Comment était l'ambiance, le camp ?**

**D'où venaient les gens participant au contre-sommet ?**

L'ambiance était sympa : beaucoup de débats, d'assemblées générales, de prises de parole, de la musique, des conférences en ville de part et d'autre de la frontière. Dans Hendaye même, il y a eu des activités dans les écoles, au théâtre et au cinéma. Il y avait le « village galactique » tenu par les gens de Notre Dame Des Landes. D'ailleurs ils ont apporté, lors d'une manifestation improvisée, une structure en bois construite sur place pour remercier les Basques de leur soutien dans la lutte contre l'aéroport !

Nous étions hébergés dans un « village-campement » géré par des gilets jaunes qui ont assuré la nourriture, l'hébergement... J'ai découvert une autre facette de ce mouvement qui est très divers. Ça m'a vraiment interpellé et j'ai eu de bons échanges.

J'avoue, on n'a pas dormi beaucoup ! Au camp, la nourriture était excellente, très végétale, à prix libre donc accessible pour toutes les bourses. À Hendaye, il y a eu peu de contacts avec la population locale. C'était amusant de voir les vitrines des banques barricadées en prévision de la grande marche. Cette marche a été une réussite. Il avait été négocié que le cortège ne croise pas les forces de l'ordre, qui étaient à plusieurs rues d'écart. Et c'est la preuve qu'une manifestation sans présence de forces de l'ordre peut bien se passer, il n'y a eu aucune violence, aucun débordement.

**ELB, la Conf' Basque était dans l'organisation aussi ? Qu'en ont-ils pensé ?**

Le Syndicat ELB et les Basques sont très unis dans la militance ! Ils ont été au top dans l'organisation de l'action de désobéissance civile dans Bayon-



ne le dimanche matin, 900 personnes ont marché avec des portraits de Macron kidnappés dans des mairies, et portés à l'envers pour dénoncer l'inaction climatique et sociale du gouvernement.

Nicolas Girod, notre porte-parole en a porté un pour redire qu'en matière agricole nous attendions des actes permettant la généralisation de l'agriculture paysanne, la seule à pouvoir répondre aux enjeux du monde agricole : revenu, renouvellement, alimentation de qualité pour tous et bien entendu les enjeux climatiques.

Ce ne sont pas les paysan-ne-s qui impactent le climat mais bien un modèle économique libéral productiviste et l'agriculture industrielle. L'organisation super bien coordonnée a permis de faire ressortir les portraits de la manifestation et les faire re-disparaître dans la masse sans que la police ne puisse les réquisitionner.

### **Quel rôle pour la Conf' dans ce type d'événements ?**

Si nous ne sommes pas là, personne ne parle du monde paysan, ou alors pas comme nous. C'est important de montrer une mobilisation citoyenne aux dirigeants de la planète, et pacifiste en plus, face aux 34 millions d'euros que l'État a dépensé pour la « sécurité ».

La marche du samedi a rassemblé 15.000 personnes à Hendaye. C'était joyeux, coloré, mais déterminé et revendicatif. C'était important pour la

Conf' de prendre part à ce cortège aux revendications multiples mais convergentes : droits des peuples, solidarité, lutte contre le patriarcat, contre les inégalités, contre l'accaparement et la finance, mais pour un autre monde plus juste, plus humain, plus équitable et prêt à relever les grands défis de demain.

### **Quel avis sur les décisions prises au G7 par le gouvernement français ?**

Macron a parlé du Brésil mais rien de concret, à l'ONU on l'attend encore.... Il veut faire ralentir la vitesse des cargos pour diminuer la pollution mais veut signer des accords de libre-échange complètement climaticides. C'est totalement insuffisant.

### **Aurais-tu un petit conseil à donner au gouvernement alors ?**

Je leur dirais, étant grand témoin dans « L'affaire du siècle » que je participe à un recours pour leur inaction suite à la COP21. Le gouvernement est à la traîne. Les prévisions du GIEC sur les prévisions du réchauffement climatique sont de plus en plus alarmantes. On pourrait se prendre 7 à 8 degrés de plus en 2100 !

On ne changera pas sans mettre à bas le libéralisme économique mondial et le rapport de l'humain à l'argent. Et il y a besoin de politiques publiques fortes pour faire avancer tout ça en parallèle de l'action citoyenne !

## **Quels sont les prochains rendez-vous sur les questions internationales paysannes ?**

Le CETA ! Nous sommes toujours mobilisé-e-s dessus. Il a été voté par l'Assemblée Nationale le 23 juillet. Début octobre, il devrait être examiné au Sénat, puis en commission paritaire Sénat-Assemblée Nationale au cas où le vote serait négatif. Le fait qu'En Marche n'ait que peu de présence dans les mairies peut jouer en notre faveur pour refuser le CETA car les maires élisent les sénateurs...

Comme c'est un traité entre le Canada et l'UE, il suffit d'un seul pays européen pour le refuser.

Sauf que dans la pratique, le CETA est déjà appliqué en mesure d'essai ! Au SPACE, le Salon de l'élevage de Rennes, la Conf' a réussi à interpeller Didier Guillaume, le ministre de l'Agriculture pendant un bon moment.

C'était d'ailleurs amusant qu'on ait réussi à le « coincer » avant qu'il ne passe sur le stand de la FNSEA. Guillaume nous a dit, ravi, que SODIAAL avait fait un bénéfice incroyable en deux ans au Canada. La Conf' lui a répondu que depuis deux ans, les éleveurs français étaient dans une situation catastrophique.

### **Que dirais-tu pour motiver des Ami-e-s à venir à ce type d'événements comme le Contre G7, qu'est-ce que tu en ressors d'agréable et d'intéressant ?**

On y fait de supers rencontres inattendues! J'ai, par exemple, discuté avec un pêcheur sud-africain ! Ce fut un moment très particulier... On a parlé océan, dérèglement climatique : des enjeux universels !

On a aussi échangé sur nos métiers et nos pratiques. Et puis, tout simplement, ça fait toujours du bien de s'apercevoir qu'on n'est pas seul et isolé pour changer ce monde ! ■

**Propos recueillis par Andrée Blanchin  
Administratrice des Ami.e.s de la Conf'**

# PORTRAIT DE PAYSANNE : VÉRONIQUE MARCHESSEAU

Véronique Marchesseau est paysanne dans le Morbihan. Elle élève des vaches allaitantes et fait de l'accueil à la ferme avec son conjoint. Véronique fait partie de la nouvelle équipe du Secrétariat National, soit les courageux et courageuses qui passent au moins la moitié de toutes leurs semaines à Paris pour faire avancer les orientations de la Conf'.



## Pourquoi t'es-tu portée candidate au Secrétariat National de la Conf' ?

Ça a été le même cas de figure que pour mon investissement au Comité National, j'ai été poussée par mes collègues qui m'ont dit, vas-y !

Je suis impliquée depuis longtemps à la Conf' mais je n'avais pas pensé avoir de place dans les instances nationales. Je m'étais bien investie au Comité National et c'est là qu'on m'a poussée à aller au Secrétariat National.

J'ai d'abord pensé dire non, mais il faut des gens à tous les niveaux de la Conf'. Le SN, c'est le mandat le plus lourd, tout le monde ne peut pas y aller car il est très chronophage, il faut que la vie de la ferme et la vie de famille permettent d'y aller. Sur ma ferme c'est organisé de manière à ce que je puisse prendre du temps et me faire remplacer. Côté vie de famille, je n'avais pas d'obstacle majeur, avant que je dise "oui" on en a beaucoup parlé avec mon conjoint. Je me suis dit « c'est mon tour ».

En fait, la première raison qui m'a poussée à y aller, c'est le fait qu'à la Conf' les mandats sont limités. C'est pour que le syndicat soit porté par tous ses adhérents et adhérentes, pas juste par quelques uns, et ça j'y suis très attachée. Si on réclame des mandats tournants et qu'on veut que ça marche, il faut se lancer. M'engager est une manière de participer au renouvellement des gens au national.

À la Conf', à quelque niveau que tu sois tu peux faire des choses. Je ne suis pas venue au national faire des choses que j'étais frustrée de ne pas pouvoir faire en local. Les maillons d'engagement sont complémentaires, ça a déclenché ma candidature, et il faut bien se dire que quelles que soient nos capacités, on peut servir la Conf'.

## C'est quoi votre programme, au CN et au SN pour les deux années à venir ?

C'est au Congrès qu'on vote les orientations. Nous CN et SN, nous

suivons la feuille de route qui a été définie au Congrès de Tours en avril.

Il a été choisi de travailler sur l'installation et la transmission, de travailler sur tous les territoires et leurs demandes, dans la mesure de nos moyens de syndicat. Nous allons aussi travailler sur l'urgence climatique.

Nous avons aussi décidé de travailler à la dynamique syndicale. Il y a eu une belle énergie déployée dans le réseau pour les élections aux chambres d'agriculture. Il faut la maintenir, au niveau national, régional et départemental. Avec les baisses de moyens, il y a une grosse pression mise sur les salarié-e-s alors qu'elles et ils participent aussi à ce qui se passe dans les territoires. On a ce gros défi de la dynamique à entretenir, même dans les situations où nous avons du mal à garder nos salarié-e-s.

**Propos recueillis par Andréa Blanchin, Administratrice des Ami.e.s de la Conf'**

## AGENDA

**vendredi 11 et samedi 12 octobre** : marché paysan à Montreuil (93)

**samedi 12 octobre** : journée de mobilisation des associations citoyennes, à l'initiative du CAC (Collectif des Associations Citoyennes)

**dimanche 13 octobre** : Marché paysan à Pantin (93)

**samedi 19 octobre** : formation "Agriculture paysanne et distribution en circuit long : est ce compatible? Zoom sur la restauration collective", à Montreuil (93)

**mardi 22 octobre** : mobilisation Pour une Autre PAC à Strasbourg

**16 et 17 novembre** : marché paysan à Chaville (92)

**23 novembre** : formation "Où se décident aujourd'hui les politiques alimentaires? comment s'y impliquer?" à Bagnolet (93)

**Et tout au long de l'Automne, retrouvez les Ami.e.s lors des Fêtes paysannes !**



104, rue Robespierre  
93170 Bagnolet  
01.43.62.18.70

contact@lesamisdelacnf.org page  
Facebook : LesAmis de la Conf'  
Twitter : @LesAmisdelaConf